

Le prolétaire

bulletin mensuel du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (programme communiste)

N° 6 , JANVIER 1964

Prix : 0,20 F ; 2 FB
1 an : 2 F ; 20 FB

CE QUI NOUS DISTINGUE

- La revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

UNITE ET PROGRAMME COMMUN

Unité ! Programme commun ! voilà les deux rengaines de l'écoeuvante propagande du parti qui se prétend encore communiste, mais qui n'est plus depuis longtemps que le parti du démocratism servile et du pacifisme bêlant.

Unité ? Mais avec qui ? Avec les larbins de toujours du capital, les Bothereau et les Mollet, c'est à dire les briseurs de grève patentés, et les serviteurs fidèles de l'impérialisme français et de son Etat. Programme commun à tous ces gens-là ? Bien sûr: démocratie nouvelle, ou rénovée, ou véritable, ou authentique (le choix ne manque pas), c'est à dire beaucoup de sièges au parlement pour ces messieurs les "communistes", les "socialistes" et les radicaux de toutes nuances afin que, tous unis, ils puissent y continuer leurs parlottes historiques, et pourquoi pas, beaucoup de portefeuilles ministériels aux "socialistes" et "communistes" afin qu'ils puissent sauver une fois de plus la démocratie en danger tout en se remplissant les poches. Voilà l'essentiel du programme commun à ces Messieurs; pour être complet, il suffit d'ajouter quelques mots sur

DANS CE NUMERO:

- o Unité et programme commun
- o Lettre de Belgique: Les bonzes syndicaux remportent une victoire
- o Au Vietnam, les fruits amers de la "sale paix"
- o Planification et productivité

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ

programme communiste

notre revue théorique trimestrielle

Le N° : 2,50 ; Belgique : 35 FB
Abonnement 1 an : ordinaire 9 F
de soutien 20 F

Correspondance :
B.P. 375 MARSEILLE-Colbert
B.P. 24 PARIS XIX

Versements : PROGRAMME COMMUNISTE C.C.P. 2202 22 Marseille

un relèvement du niveau de vie des masses laborieuses (grâce au dialogue entre les dirigeants syndicaux et les représentants du patronat, bien entendu), les inévitables nationalisations (les mineurs des Houillères sont si heureux d'appartenir au secteur nationalisé !), la réduction des dépenses militaires (mais les "communistes" réclamaient une "armée forte" à la Libération, lorsqu'ils étaient eux-mêmes au gouvernement), la défense des petits paysans et commerçants. En somme, le programme du parti radical d'avant-guerre pimenté d'un peu de poujadisme !

La lutte de classe ? Il ne faut surtout pas en parler: ce n'est pas du goût de tous les bons démocrates. La dictature du prolétariat ? Chut ! M. Mitterand n'en est pas partisan. La destruction du capitalisme ? Vous n'y pensez pas: que dirait le parti radical, que penseraient les paysans, les commerçants et la "bourgeoisie non monopoliste". Une lutte contre l'Etat bourgeois, au moins ? Pas du tout: tous ces partisans de l'unité sont d'honnêtes larbins de la bourgeoisie et toute leur ambition c'est de la servir mieux, de plus près, comme ministres, voire comme président de la république...

Que de Gaulle s'en aille en leur cédant la place et tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes bourgeois: voilà l'article premier du "programme commun" et la base de "l'unité".

Les "communistes" ne ratent pas une occasion de faire un clin d'oeil à leurs complices "socialistes" en leur disant: "Ne vous fiez surtout pas à notre nom. Certes, nous nous appelons toujours parti communiste, mais c'est uniquement pour exploiter le prestige que ces mots gardent auprès des ouvriers, c'est uniquement pour mieux tromper les ouvriers. La lutte contre le capitalisme, la destruction de l'Etat bourgeois, la société communiste, ce sont là des vieilleries: nous nous sommes mis à la page et nous n'y pensons plus le moins du monde. Nous sommes de bons démocrates, de bons patriotes, de bons pacifistes, un point c'est tout".

Voilà ce que dit chaque jour le parti communiste, voilà comment il fait amende honorable devant la bourgeoisie. Mais peut-être exagérons-nous ? Écoutez plutôt ce que répond Benoît Frachon au syndicat F.O. des métallos qui demandait si les communistes appliquaient toujours la 9^e condition des statuts de l'Internationale Communiste (cette condition insistait sur la nécessité pour les communistes syndiqués de se grouper en fractions syndicales disciplinées, sous les ordres directs du parti, et ayant pour objectif la conquête de la direction des syndicats):

"l'Internationale Communiste n'existe plus depuis vingt ans et, comme de juste, ses statuts ne s'appliquent à personne" (L'Humanité du 24 décembre 1963).

C'est un langage de renégat, mais il est clair ! L'Internationale communiste n'existe plus, ses statuts ne s'appliquent à person-

ne, son programme n'intéresse personne et surtout pas les "communistes" actuels, ses principes ne sont nullement ceux du parti communiste français et en conséquence le parti communiste français n'est en rien communiste: voilà ce que veut dire Frachon dans son langage de renégat.

Mais il se garde bien d'expliquer aux jeunes, dont il déplore pourtant l'ignorance, pourquoi l'Internationale Communiste a été dissoute. Nous le ferons à sa place. L'Internationale Communiste a été dissoute le 10 juin 1943 à la suite d'un accord entre les gouvernements de l'U.R.S.S., des Etats-Unis et de l'Angleterre, alors en guerre contre l'Allemagne; elle a été dissoute pour que rien ne vienne gêner l'effort de guerre des pays occidentaux; elle a été dissoute pour leur garantir qu'au lendemain du massacre les divers partis communistes collaboreraient au maintien de l'ordre et éviteraient de toutes leurs forces que le prolétariat ne tente, comme au lendemain de la première guerre mondiale, de prendre le pouvoir. La dissolution de l'Internationale Communiste c'était le couronnement de vingt ans de contre-révolution stalinienne par la promesse faite à l'impérialisme mondial qu'il pouvait compter sur l'Etat russe et ses annexes pour maintenir l'ordre bourgeois après la guerre.

La glorieuse Internationale Communiste dissoute, M. Frachon, votre parti qui, reniant l'enseignement de Lénine sur le défaitisme révolutionnaire, avait entraîné le prolétariat dans le second massacre impérialiste, pouvait parachever son oeuvre et participer, aux côtés de ce même de Gaulle qu'il vitupère aujourd'hui, à la défense de l'ordre capitaliste et à la restauration de l'Etat bourgeois. Les statuts de l'Internationale Communiste ne s'appliquaient plus à personne comme vous le dites si heureusement, M. Frachon, et l'on put ainsi voir à l'oeuvre des ministres "communistes" et même un Vice-Président de la république: on put voir des larbins "communistes" de l'Etat bourgeois briser ouvertement les grèves, renforcer la police et l'armée, massacrer les révoltés de Sétif et Guelma en Algérie.

C'est une situation de ce genre que les renégats qui dirigent le P.C.F. voudraient voir revenir. Et d'expliquer à la bourgeoisie qu'ils sont de bons défenseurs de l'ordre bourgeois:

"Les communistes ont donné des preuves éclatantes de leur esprit unitaire, se refusant toute surenchère gauchiste, qu'il s'agisse de leur attitude à l'égard de certaines grèves en 1936 ('il faut savoir terminer une grève lorsque les objectifs fixés en commun ont été atteints) ou de la dissolution des milices patriotiques en 1945, pour s'en tenir à ces deux exemples" (René ANDRIEU - L'Humanité du 26 décembre 1963).

Voilà qui est clair. Vous pouvez vous allier avec nous, semble dire Andrieu aux socialistes, nous sommes faits du même bois, nous servons la même cause, nous sommes comme vous les gardiens vigilants de l'ordre, nous savons comme vous saboter une grève (1936), nous savons comme vous faire rendre les armes des ouvriers au moment où ils risquent de s'en servir contre leur ennemi de classe (1945).

La bourgeoisie sait qu'elle a en réserve des larbins tout prêts à la servir au cas où de Gaulle ne suffirait plus à la tâche. Le prolétariat révolutionnaire, lui, doit savoir qu'il n'a pas de pire ennemi que ces partis - P.C.F. ou S.F.I.O. - qui se prétendent ses représentants, mais ne sont que les agents du capital au sein de la classe ouvrière. Le prolétariat révolutionnaire doit confondre dans une même haine l'Etat du Capital et ses serviteurs "démocratiques" ou "autoritaires", car il sait n'avoir à lutter que pour un seul but: la révolution communiste et la dictature du prolétariat.

NOS REUNIONS

AIX-EN-PROVENCE

Salle de la Mutualité, rue Espariat
Mercredi 22 janvier à 21 heures

F A S C I S M E E T A N T I - F A S C I S M E

PARIS

Salle Lancry, 10 rue de Lancry, 10e
Vendredi 31 janvier à 21 heures

L ' E C O N O M I E R U S S E E S T - E L L E S O C I A L I S T E

MARSEILLE

Bar "A l'Artis c", Cours Joseph Thierry
Samedi 8 février à 21 heures

P A R T I E T O R G A N I S A T I O N S O U V R I E R E S D E M A S S E

Au sommaire de PROGRAMME COMMUNISTE , n° 26 :

- Mort au service du Capital
- "La Chine farà da se"
- La légende du Piave
- Invariance de l'opportunisme
- Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français
- Le "De profundis" de la "Vie Ouvrière"
- Or et blé

Lettre de Belgique

Les bonzes syndicaux remportent une victoire

Bruxelles, décembre 1963. Grand Branle-bas dans les bureaucraties syndicales. Il s'agit pour elles de travestir aux yeux des travailleurs sceptiques, l'obtention d'une troisième semaine de vacances en une grande victoire du syndicalisme "moderne".

On pourrait croire que ces travailleurs font preuve d'une ingratitude révoltante à l'égard de leurs dirigeants en ne saluant pas avec joie l'heureux aboutissement d'une revendication importante. Voyons ce qu'il en est vraiment. Ce congé supplémentaire représentant pour le patronat une charge de 2 % par rapport à la totalité des salaires, les valets du Capital qui dirigent les syndicats - qui les dirigent vers une intégration de plus en plus poussée dans l'appareil de production - n'ont rien trouvé de mieux que de l'étaler sur deux années afin d'éviter le moindre risque à l'économie de "notre pays". Donc deux jours et demi ou trois en 1964 selon que, dans l'entreprise, la semaine de travail compte cinq ou six jours; et autant en 1965.

Le visage de la victoire ne paraît plus aussi resplendissant que vu de loin; mais approchons-nous davantage et nous verrons alors à quel point il est réellement hideux. On lit dans l'accord signé par les représentants des syndidats et ceux des patrons: "... Pour répondre aux vœux des travailleurs et pour maintenir la /so-^{paix}ciale, les parties signataires ont décidé de s'acheminer vers l'octroi d'une troisième semaine de vacances à la condition que le temps consacré à la production en soit sauvegardé au maximum... Les modalités d'octroi de la troisième semaine de vacances seront fixées par les commissions paritaires, de manière à sauvegarder au maximum le temps global consacré à la production (à titre d'exemples: étalement possible sur toute l'année, octroi à l'occasion de périodes creuses, de "ponts", de fêtes locales et autres, prise en considération de la situation particulière des secteurs, etc...)"

La troisième semaine de congé ne sera donc pas liée aux deux premières. Inspirée par un si noble souci de la bonne marche des entreprises, l'ultra-catholique et ultra-royaliste "Libre Belgique" suggère que les deux jours et demi en 1964 et les cinq jours à partir de 1965 soient donnés en hiver dans le bâtiment !

Ce n'est pas mal; il y a mieux pourtant. Nous le trouvons dans l'ultra-jésuitique "Syndicats", l'hebdomadaire de la Fédération Générale du Travail où le soi-disant socialiste de Bock, secrétaire national, fait appel au gouvernement pour que celui-ci organise les vacances ouvrières, augmente le nombre de home et le nombre de lits (il ne faut rien négliger) "à présent que nous avons trois semaines de congé". Parce que pour lui c'est fait et la répartition sur deux années, l'étalement sur douze mois sont des détails aux quels il entend bien qu'on^{n'}attache aucune importance.

Autre raison enfin, pour les ouvriers, de considérer sans enthousiasme ce triomphe, malgré le battage organisé par la clique bureaucratique: cette racaille a pris l'engagement de ne poser aucune revendication concernant la durée du travail avant 1966, à moins que l'évolution de la situation économique ne le justifie (récession et chômage sans doute ?). La "Libre Belgique", dont le culte pour le veau d'or n'a d'égal que celui qu'elle voue au roi et à sa nombreuse et onéreuse famille, enregistre avec satisfaction et sans s'embarrasser de la diplomatie chère aux gredins sociaux-démocrates - mais elle ne trompe personne elle - que: "Les syndicats abandonnent provisoirement la semaine de 40 heures".

Le 12 décembre, les journaux faisaient connaître l'accord conclu entre les "partenaires sociaux"; c'est la formule qu'ils emploient régulièrement lorsqu'ils rendent compte des sordides marchandages entre les délégués des syndicats et les représentants des organisations patronales. Elle prend tout son sens cette expression, lorsqu'on songe que "partenaires" veut dire précisément - voyez le dictionnaire - "personne avec qui l'on est associé au jeu". Il s'agit bien, en effet, du jeu dégoûtant de maquignons qui s'associent pour exploiter toujours plus un prolétariat que ses chefs ont

livré, pieds et poings liés, à la bourgeoisie, à la démocratie, à l'Etat, à la technique, à la productivité capitalistes.

Les commentaires enthousiastes des journaux syndicaux le prouvent. Ils prouvent aussi que les social-chauvins qui sont à la tête des syndicats, se rappelant la grève de 60-61, en craignent la réapparition tout autant que la bourgeoisie. Il suffit de lire ces extraits d'articles parus dans "Syndicats" des 14 et 21 décembre pour s'en rendre compte: "Nous pouvons dire que notre action a connu un prompt et grand succès. Cela montre une fois de plus que l'action syndicale consiste aussi à discuter, à produire des faits, à convaincre l'adversaire de la nécessité de certaines réformes et de réaliser ainsi certaines revendications, grâce au prestige et à la puissance du mouvement syndical, sans qu'une grève ou une menace de grève soit nécessaire pour autant"... "Le mouvement syndical est en mesure, grâce à sa puissance, à sa force de persuasion, de régler un certain nombre de problèmes par la négociation, sans escandre et sans slogan retentissant"... "Il n'en reste pas moins réjouissant qu'un tel accord ait été conclu sans heurts entre les employeurs et les syndicats".

Cette prose de larbin est signée par Major, secrétaire général de la F.G.T.B., et par de Bock dont nous avons parlé. Quel est la part de l'un et celle de l'autre ? C'est sans importance. Nous avons affaire à deux agents du capital au sein de la classe ouvrière, ils sont interchangeables tout comme leurs acolytes qui composent les différents comités, bureaux et secrétariats à tous les échelons, dans les centrales et les régionales.

Pour reconquérir ses syndicats, le jour où, entraîné par son parti révolutionnaire, il remplacera la paix sociale par la guerre de classe, le prolétariat devra écraser cette vermine qui lui paraît aujourd'hui déjà - et c'est un bon signe - de plus en plus répugnante.

AU VIETNAM,

LES FRUITS AMERS DE LA "SALE PAIX"

Ce qui sauve l'opportunisme, à une époque où les ouvriers ont la mémoire particulièrement courte, c'est la désinvolture avec laquelle il s'étonne et s'indigne des conséquences mêmes de sa propre politique de défaitisme social. Ainsi le P.C.F. se scandalise de l'existence au Vietnam du sud d'une situation tragique dont il porte lui-même la principale responsabilité. "Au sud-Vietnam, écrit l'Humanité du 20.12.63, les Américains continuent la "sale guerre"... Cette moitié du Vietnam est ravagée par la guerre provoquée par l'intervention américaine et la non-application des accords de Genève".

Mais qui donc a permis à l'impérialisme américain de prendre pied au Vietnam, sinon la Russie, la Chine et les partis "communistes" occidentaux ? Il n'est pas inutile de rafraîchir un peu les mémoires en rappelant ici ce que furent ces "accords de Genève" et comment ils brisèrent les reins du mouvement révolutionnaire vietnamien.

La chaîne des révolutions afro-asiatiques s'est mise en marche 25 ans plus tard que Lénine ne l'attendait, comptant sur ses coups de boutoir pour ébranler le colosse britannique, à cette époque encore maître du monde. Quand elle se développa enfin, l'Internationale communiste avait disparu, le prolétariat sortait exangue et trahi du second carnage mondial, la Russie prétendument socialiste se comportait en tous lieux comme le complice principal de l'impérialisme américain. Impossible, dans ces conditions, d'espérer que la levée en masse des peuples de couleur puisse se souder à la lutte de classe du prolétariat européen, condition que Lénine posait comme indispensable à la victoire du socialisme. Du moins la marée anti-impérialiste, se transmettant de proche en proche de l'Asie à l'Afrique, pouvait-elle travailler dans le sens de l'histoire, en balayant les systèmes sociaux anachroniques, en créant les bases politiques d'un développement capitaliste dans les pays sous-développés et, par voie de conséquence, en augmentant la masse de l'armée internationale des prolétaires.

La révolte des peuples indochinois fut l'un des premiers maillons de cette chaîne. Mais, tout comme son frère de Chine, le P.C. indochinois n'avait plus rien d'une organisation prolétarienne et communiste: alors que toute l'Internationale avait capitulé devant la contre-révolution stalinienne, les sections asiatiques ne pouvaient demeurer intactes. Suivant le néfaste "modèle russe", le P.C. indochinois prétendait parvenir au socialisme par les voies nationales, en collaboration avec les couches sociales les plus hétéroclites. Ayant acquis au cours des guerillas contre l'occupation japonaise une large influence populaire, il entendait se limiter à des tâches purement démocratiques, comme la réalisation de l'unité nationale, et par surcroît, il prétendait les mener à bien grâce à des tractations pacifiques avec l'impérialisme français. Un instant l'histoire sembla lui donner raison: les accords provisaires du 6 mars 1946 avec le gouvernement français promettaient au Vietnam le statut d'Etat souverain dans le cadre de l'U-

Cette démonstration des vertus de la coexistence pacifique, que Khrouchchev devait théoriser quelque dix années plus tard, fut en vérité de bien courte durée: juste le temps de passer du provisoire au définitif. A peine le président Ho Chi-Minh était-il parti pour Paris afin de signer un protocole durable, que l'amiral d'Argenlieu tentait la sécession de la Cochinchine et, prenant prétexte de la réaction décidée des masses populaires, faisait bombarder Haiphong par l'escadre française. Les discussions diplomatiques étaient rompues; les guerillas du Vietminh entraient en action. La lutte faisait place à l'impossible transaction, tant il est vrai que tout objectif révolutionnaire, même s'il est encore très éloigné du socialisme, ne peut être atteint que par la voie de la lutte armée.

Neuf années s'écoulèrent, de lutte incessante et meurtrière, de répression acharnée dont l'atrocité donnait un avant-goût de ce que serait la répression de l'ultérieure révolte algérienne. Neuf années durant lesquelles la solidarité du prolétariat métropolitain, en dépit de tentatives de grèves infructueuses contre l'embarquement des troupes et du matériel pour l'Indochine, fut à peu près nulle, tellement l'énergie ouvrière avait été dévoyée et épuisée dans les "grèves Molotov" contre le plan Marshall, tellement le P.C.F., obnubilé par le "réarmement allemand" veillait à ce que la classe ouvrière ne sorte pas de la perspective nationale, patriotique et bornée dans laquelle il s'était lui-même enfermé.

Vint ensuite Dien Bien Phu. Après une terrible bataille de plusieurs jours, le Vietminh vint à bout de la plus grande partie du corps expéditionnaire qu'une tactique maladroite avait enfermé dans la fatale cuvette. Pour l'impérialisme français, c'était la capitulation inévitable, l'obligation de hâter les pourparlers de paix déjà en cours à Genève et d'accepter les propositions de la partie adverse. Pour le P.C.F., ce fut une situation contradictoire: sa joie de retrouver la bonne paix démocratique se tempérerait de l'amertume causée par la défaite (l'Humanité dixit) de "notre armée". Aussi s'employa-t-il, par un distinguo subtil qu'il utilisa derechef à propos de la guerre d'Algérie à disjoindre la malfaisance des trusts impérialistes et les sentiments de la "vraie France" et de son "bon peuple". "La France, déclara W. Rochet à l'Assemblée nationale, n'a rien perdu; elle a au contraire gagné la paix en Indochine et renforcé sa position dans le monde". (Tout autre chose, on le voit, que l'affaiblissement de l'impérialisme que Lénine escomptait comme premier résultat des révoltes anti-colonialistes.) Mais le P.C.F., en même temps qu'il saluait les victoires du Vietminh, se souciait avant tout de sauver en Indochine les "intérêts nationaux légitimes"... de l'impérialisme français. De son côté, Ho Chi-Minh, représentant authentique de cette petite-bourgeoisie nationale qui, la souveraineté à peine en vue, s'empresse de mendier "l'aide" de son ennemi, incluait dans ses propositions de cessez-le-feu la "reconnaissance des intérêts économiques et culturels de la France".

Grâce à l'intervention de l'U.R.S.S. - et, à sa suite, de la Chine - , grâce à l'appui inconditionnel du P.C.F. à Mendès-France, nouveau chef de gouvernement promu au rang de sauveur de la patrie, grâce à la capitulation, imposée par trente ans de stalinisme, du mouvement ouvrier international, l'impérialisme fut sauvé à Genève en 1954. L'impérialisme tout court.

La France évacua l'Indochine, mais en conservant intact son corps expéditionnaire, tout prêt à reprendre en Algérie la tâche interrompue au Vietnam, avec une conviction et une férocité accrues en raison directe de la cuisante défaite essuyée à Dien Bien Phu. L'impérialisme américain prit la place de l'impérialisme français et planta solidement ses crocs dans le sud de la péninsule, où il est encore.

Quant au Vietminh, il dut accepter la "solution" bâtarde de Genève, c'est à dire renoncer à l'unité nationale. Parmi les trois provinces du Vietnam, il en est une qui est indispensable à la vie économique de l'ensemble: c'est la Cochinchine, véritable grenier à riz de la péninsule. Ho Chi-Minh avait lui-même dénoncé à plusieurs reprises toutes les tentatives de la dissocier du reste du Vietnam comme une mesure destinée à affamer tout le peuple vietnamien, mais c'est précisément cette province qui passa sous le contrôle des hommes de paille de l'Amérique avec promesse, sur chiffon de papier, de "consultation démocratique" ultérieure.

Ce fut la seconde et édifiante expérience de coexistence pacifique avant la lettre. Dans les rapports entre les classes, ce mot d'ordre signifie renonciation à la lutte du prolétariat; dans les rapports entre les Etats, il n'a pas d'autre contenu que la subordination des petites nations spoliées aux intérêts exclusifs des grandes puissances. En Indochine, cette formule a consacré le sabordage de la lutte du peuple vietnamien.

"Dans le monde de la coexistence pacifique - ose encore écrire l'Humanité du 20 janvier 1963 - celle-ci constitue la garantie fondamentale de la victoire des peuples qui se libèrent". Quelle sinistre impudence ! En 1954, le Vietminh a renoncé à exploiter à fond sa victoire militaire sur l'impérialisme français. Pourquoi ? En 1963, les partisans vietnamiens livrent une lutte à l'issue incertaine pour atteindre le même objectif qu'ils avaient neuf ans plus tôt à portée de la main. Pourquoi ?

Précisément parce que le Vietminh avait servilement aligné sur la politique de coexistence pacifique que l'opportunisme moscovite a imposée aussi bien aux peuples de couleur en révolte qu'aux prolétaires métropolitains en lutte. Parce qu'il a cédé aux injonctions de tous les complices déguisés de l'impérialisme qui le conjuraient de s'entendre au plus tôt avec l'adversaire qu'il avait vaincu. Parce que la lutte anti-impérialiste enfermée dans le cadre national est vouée à la compromission et à l'échec; parce que la révolte des peuples opprimés est perdue d'avance si elle n'a pas l'appui du prolétariat mondial et de son parti international de classe, ce parti précisément que les Staline, les Khrouchtchev ou les Mao Tsé-Toung ont assassiné.

Voilà pourquoi, après neuf nouvelles années de répression, de misère, de carnage perpétrés dans le delta indochinois par les Diem, les Nhu et les autres laquais jaunes de l'impérialisme yankee, le pay-

san indochinois a repris le fusil, la guerilla fait rage, la répression sévit. Voilà pourquoi - l'Humanité dixit - "plus de 150 000 personnes ont été tuées" dans le sud-Vietnam, "près de 700 000 blessées ou torturées", "370 000 détenues dont 8 000 enfants". Les tartuffes des "voies nouvelles" au socialisme prétendent arriver au communisme plus vite, plus sûrement, avec moins de souffrances que par la voie maîtresse de Lénine, celle de la révolution et de la dictature du prolétariat. Mais ils accumulent les ruines et les morts, sans même atteindre des objectifs qui ne sont pas ceux du communisme, mais de la révolution démocratique bourgeoise. Par trois fois, la masse des prolétaires et paysans indochinois a dû livrer le combat. Chaque fois un compromis équivalant à une capitulation fut le prix de ses sacrifices. Par qui, en cet an de grâce de la coexistence pacifique, cette cause sera-t-elle cette fois trahie ? Par la Chine de Mao, considérée bien à tort comme "plus révolutionnaire" que la Russie de Khrouchtchev, mais qui serait bien aise d'échanger sa reconnaissance juridique par les U.S.A. contre le sang des sacrifiés dans la plaine des Jarres ou dans les rizières du delta ?

Puisse la classe ouvrière d'Europe, avant que se termine à nouveau le fatidique délai des neuf années de souffrance du peuple indochinois, déchirer enfin l'infâme pacte social de la coexistence pacifique en remplaçant la meurtrière paix capitaliste par la salvatrice guerre des classes.

" L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'a jamais accédé au pouvoir et ne pouvait y accéder sans passer par une période de dictature, c'est à dire conquérir le pouvoir politique et briser par la violence la résistance la plus acharnée, la plus furieuse, qui ne recule devant aucun crime et que les exploiters ont toujours opposée. La bourgeoisie, dont la domination est défendue à présent par les socialistes qui s'élèvent contre "la dictature en général" (aujourd'hui, ce sont les "communistes" qui s'en chargent, Le Prolétaire) et qui portent aux nues la "démocratie en général", a conquis le pouvoir dans les pays évolués au prix d'une série d'insurrections, de guerres civiles, de répression violente des rois, des seigneurs, des esclavagistes et de leurs tentatives de restauration. Dans leurs livres, brochures, résolutions de congrès, dans leurs discours de propagande, les socialistes de tous les pays ont expliqué au peuple des milliers et des millions de fois le caractère de classe de ces révolutions bourgeoises, de cette dictature de la bourgeoisie. C'est pourquoi la défense actuelle de la démocratie bourgeoise, sous le couvert de discours sur la "démocratie en général", les cris et les vociférations qui retentissent aujourd'hui contre la dictature du prolétariat sous prétexte de clamer contre la "dictature en général", tout cela revient à trahir délibérément le socialisme, à passer aux côtés de la bourgeoisie, à nier le droit du prolétariat à sa révolution à lui, la révolution prolétarienne, à défendre le réformisme bourgeois..." (LENINE, Thèses et rapport sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat, 1919).

PLANIFICATION ET PRODUCTIVITE

Le gouvernement a consacré 90 millions d'anciens francs pour "assurer l'information et la formation économiques des militants syndicaux, et notamment de ceux qui sont appelés à siéger dans les organismes du Plan". F.O. et la C.F.T.C. émargent à ce budget, pas la C.G.T. Répondant à une objection de Krasucki, secrétaire général de cette centrale, M. Massé, commissaire général au Plan, a précisé que ces crédits ne sont attribués "qu'aux organismes participant au Comité National de la Productivité... en vue de favoriser le développement de la productivité".

Pour penser que l'Etat capitaliste pourrait planifier l'économie sans le souci d'accélérer son moteur, la productivité, pour croire qu'un gouvernement du capital pourrait payer des militants syndicaux pour faire autre chose que de contribuer à l'augmentation de la plus-value extorquée aux ouvriers, il n'y a que les inénarrables "communistes" de la C.G.T. ! Effectivement, Krasucki s'indigne dans l'Humanité du 7.12.63: "Ces crédits, écrit-il, ne répondent pas à l'objet officiellement annoncé, mais à un autre".

La belle affaire ! A-t-on jamais vu la société bourgeoise, société d'exploitation, d'oppression, de pillage et de brigandage, poursuivre des objectifs qui "correspondent officiellement" à ses beaux principes de liberté, d'égalité et de fraternité ? (Au fait, est-ce que l'objectif de collaboration de classe de la C.G.T. actuelle correspond officiellement à sa tradition révolutionnaire d'abolition du salariat ?)

Mais M. Prud'homme-Krasucki n'est pas aussi naïf qu'il en a l'air. Lui et ses collègues voudraient bien que la C.G.T. profite de la manne gouvernementale (lors de son dernier congrès ne réclamait-elle pas que le patronat paie les frais de la formation des responsables syndicaux ?). Mais ils voudraient que ce soit "en tout bien tout honneur". C'est dans ce but qu'ils feignent de croire que le IV^e Plan capitaliste n'est pas ce qu'il est, c'est à dire une organisation minutieuse de l'exploitation du prolétariat: "Si les crédits accordés, écrit Krasucki, ont réellement pour objet l'information..., la C.G.T. est en droit de dire qu'elle est l'objet d'une discrimination inadmissible... Si, par contre, ces crédits ne sont en fait que des subventions déguisées destinées à favoriser la productivité, ... je me borne à prendre acte de vos déclarations en soulignant la contradiction qui s'y trouve".

Quelle contradiction ? L'Etat du capital veut s'assurer le concours absolu des syndicats et c'est pour cela qu'il paie. Tout syndicat prolétarien devrait rejeter avec mépris même l'idée de siéger autour de la même table que les techniciens et représentants des exploités. Mais vous, vous leur mendiez la place. Vous ne l'aurez, on vous le dit crûment, qu'en abdiquant les derniers lambeaux de votre tradition. Allons messieurs, il y a des millions à la clef et en matière de corruption il n'y a que le premier pas qui coûte: vous l'avez accompli depuis longtemps.